



## COMMUNE GUIGNICOURT

### **Extrait du Registre des Arrêtés du Maire du 28 avril 2016** **N° 2016/042**

#### **ARRÊTE**

##### **ARRÊTÉ D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT**

Vu le **Code Général des Collectivités Territoriales** et en particulier ses articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2333-127 ;  
Vu le **Code de la Santé Publique** et en particulier ses articles L.1331-10 et L.1337-2 ;  
Vu le **décret n° 94-469 du 3 juin 1994** relatif à la collecte et au traitement des eaux usées, mentionnées aux articles L.2224-8 et L.2224-10 du C.G.C.T, et en particulier son article 22 ;  
Vu la **loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006** sur l'eau et les milieux aquatiques ;  
Vu l'**arrêté du 22 juin 2007** relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

#### **ARRÊTE**

##### **ARTICLE 1 : Objet de l'autorisation**

L'établissement **SNC FLOREPI**, Pôle d'Activité de l'Echangeur A26, 02190 Guignicourt est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues de ses activités de production de pâtisserie cuite surgelée dans le réseau d'eaux usées de la commune de Guignicourt via un branchement situé sur la route D925 après prétraitement. La présente autorisation s'applique après la mise en service de la station de pré-traitement des effluents, dont la construction doit démarrer avant fin 2016.

##### **ARTICLE 2 : Caractéristiques des rejets non domestiques**

###### **1. Prescriptions générales**

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- a) Etre neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5.
- b) Etre ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C
- c) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
  - De porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou de la station d'épuration ;
  - D'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
  - D'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;

- D'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement par adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
- D'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité et de manière acceptable pour l'environnement.

## 2. Prescriptions particulières

Avant tout rejet dans le réseau public d'assainissement, les eaux usées industrielles prétraitées, en provenance de l'Etablissement, devront répondre aux prescriptions suivantes :

- a) Débit autorisé : pour un rejet lissé sur 7 jours par semaine

Débit journalier moyen : 40 m<sup>3</sup>/j

Débit journalier maximal : 55 m<sup>3</sup>/j

- b) Substances polluantes :

Paramètres	Flux maximum journalier (kg/j)
DCO	120
DBO5	54
MES	20
NTK	5
Phosphore total	2

- c) Autres substances :

Respect des prescriptions de l'article 32, chapitre 3 « autres substances » (produits toxiques, métaux lourds, hydrocarbures, ...) de l'arrêté ministériel du 2 Février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

- d) Obligation d'entretien des ouvrages de prétraitement

Les ouvrages de prétraitement mis en place en amont des points de raccordement au réseau devront faire l'objet d'un entretien régulier. L'Etablissement doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets récupérés par lesdites installations sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur.

### **ARTICLE 3 : Conditions financières**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement FLOREPI, dont le déversement des eaux est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement de la redevance d'assainissement dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le montant de la redevance intégrera le coût de l'abonnement et le coût du volume rejeté au système d'assainissement. Cette redevance dont le montant est précisé dans la convention de rejet, sera révisable, tous les ans, par décision du Conseil Municipal.

### **ARTICLE 4 : Durée de l'autorisation**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 20 ans, à compter de sa signature. Elle sera renouvelable par tacite reconduction par période de 5 ans. Si l'Etablissement FLOREPI désire la dénoncer ou le modifier, il devra le faire dans un délai de 6 mois avant l'expiration du contrat.

#### **ARTICLE 5 : Caractère de l'autorisation**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

La présente autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'établissement devra en informer la commune de Guignicourt.

Toute modification apportée par l'Etablissement et de nature à entraîner un changement dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de la commune de Guignicourt.

Si les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

#### **ARTICLE 6 : Convention spéciale de déversement**

Les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique applicables au déversement des eaux usées autres que domestiques, autorisé par le présent arrêté, sont définies dans la convention spéciale de déversement, jointe en *annexe* et établie entre l'établissement FLOREPI, les autorités compétentes, et les autorités gestionnaires du système d'assainissement.

#### **ARTICLE 7 : Exécution**

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois, sur l'initiative du maire de la commune d'implantation.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de d'AMIENS dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Fait le 28 avril 2016, à Guignicourt



Le Maire,

  
Philippe TIMMERMAN

# CONVENTION SPECIALE DE RACCORDEMENT ET DE REJET AU RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT PAR L'ETABLISSEMENT SNC FLOREPI

FEVRIER 2016

Indice :	Etabli par :	Le :	Vérifié par :	Le :
A				
B				
C				
D				

## SOMMAIRE

Article 1.	Objet .....	3
Article 2.	Définitions .....	4
2.1.	Eaux usées domestiques .....	4
2.2.	Eaux pluviales .....	4
2.3.	Eaux industrielles et assimilées .....	4
Article 3.	Caractéristiques de l'établissement .....	4
3.1.	Nature des activités .....	4
3.2.	Plan des réseaux internes de collecte .....	4
3.3.	Usage de l'eau .....	4
3.4.	Produits utilisés par l'Etablissement .....	5
3.5.	Mise à jour .....	5
Article 4.	Installation Privée .....	5
4.1.	Réseau intérieur .....	5
4.2.	Traitement préalable aux déversements .....	5
Article 5.	Conditions techniques d'établissement des branchements .....	5
Article 6.	Echéance de mise en conformité des rejets .....	6
Article 7.	Prescriptions applicables aux effluents .....	6
7.1.	Eaux usées autres que domestiques .....	6
7.2.	Eaux pluviales .....	7
7.3.	Eaux domestiques .....	7
7.4.	Prescriptions particulières .....	7
Article 8.	Surveillance des rejets .....	7
Article 9.	Dispositifs de mesure et de prélèvements .....	8
Article 10.	Dispositifs de comptage des prélèvements d'eau .....	8
Article 11.	Conditions financières .....	8
Article 12.	Révision des conditions de rémunérations .....	8
Article 13.	Garantie financière .....	9
Article 14.	Conduite à tenir par l'établissement en cas de non-respect .....	9
Article 15.	Modifications de l'arrêté d'autorisation de deversement .....	9
Article 16.	Obligations de la collectivité .....	9
19.2.	Résiliation de la convention .....	10
19.3.	Dispositions financières .....	10
Article 17.	Durée .....	10
Article 18.	Délégation et continuité de service .....	10
Article 19.	Jugement des contestations .....	10
Article 20.	Date d'application de la présente convention .....	10

**ENTRE :**

Raison sociale de l'entreprise : **SNC FLOREPI**

dont le siège est à : Pôle d'Activité de l'Echangeur A26, 02190 Guignicourt

pour son établissement de : Guignicourt

N° SIRET : 41951299100011

Code NAP : 1071A

représentée par : M. FISCHER, Directeur du site

et dénommée : l'Etablissement

**ET :**

**La Commune de Guignicourt**

propriétaire des ouvrages d'assainissement et exploitant du service d'assainissement

représenté par : ..... (Cf. date de la délibération autorisant la signature de la CSD).

et dénommé : la Collectivité

**AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIIT**

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant que l'Etablissement a été autorisé à déverser ses eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement par arrêté d'autorisation de rejet temporaire en date du 06/06/2014;

Considérant que les dispositions prises concernant les prescriptions applicables au rejet des eaux usées non domestiques, après étude de l'impact de celui-ci tel que défini, peuvent être retenues sans qu'il en résulte pour autant des garanties moindres vis-à-vis des impératifs de bon fonctionnement de la station d'épuration urbaine et de protection de l'environnement. En effet, les flux maximums journaliers prescrits tiennent compte des capacités nominales de la station d'épuration communale (pour rappel 5 100 EH, soit 600m<sup>3</sup>/j par temps sec, 612kg/j DCO et 287 kg/j DBO<sub>5</sub>), des charges actuellement reçues (2 560 EH en 2010), des développements démographiques envisagés (passage à 3 300 EH). Les eaux usées non domestiques de la société Florepi ont comme caractéristiques d'être biodégradables (rapport DCO/DBO<sub>5</sub> inférieur à 2.5) et compatibles avec une station d'épuration biologique de type boues activées.

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**

**ARTICLE 1. OBJET**

La présente convention définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'arrêté

d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, dans le réseau public d'assainissement.

## ARTICLE 2. DEFINITIONS

### 2.1. Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

### 2.2. Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement, les eaux de rabattement de nappe, ...

### 2.3. Eaux industrielles et assimilées

Sont classés dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales (ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention). Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après **eaux usées autres que domestiques**.

## ARTICLE 3. CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

### 3.1. Nature des activités

L'activité de l'Etablissement est la production de pâtisseries surgelées essentiellement à base de crème, de beurre, de farine, d'œufs, de nappage, de sucre et de fruits.

La production se fait sur 3 lignes :

- une ligne de mini pâtisseries
  - une ligne de tartelettes
  - une ligne principale pâte à choux (éclairs, religieuses), installée en 2007/2008 (Florep1 2)
- } (Florep1 1)

L'Etablissement est en cours d'enregistrement au titre des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

### 3.2. Plan des réseaux internes de collecte

Le plan des installations intérieures d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel, est tenu à la disposition de la Collectivité.

L'Etablissement informera la Collectivité des modifications apportées aux réseaux internes sur demande de celle-ci.

### 3.3. Usage de l'eau

En dehors des usages domestiques, l'Etablissement utilise de l'eau du réseau potable pour :

- le circuit vapeur,
- la production de pâtisserie,
- le nettoyage des ateliers (matériels et lignes de production)
- le refroidissement.

### 3.4. Produits utilisés par l'Etablissement

L'Etablissement se tient à la disposition de la Collectivité pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches " produit " et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par la Collectivité dans l'Etablissement.

La collectivité s'engagera à en garder la confidentialité à l'égard des tiers.

### 3.5. Mise à jour

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de la convention, ainsi qu'en cas d'application de l'article 13.

## ARTICLE 4. INSTALLATION PRIVEE

### 4.1. Réseau intérieur

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement et des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications ponctuelles de leur bon état.

### 4.2. Traitement préalable aux déversements

L'Etablissement utilise un dispositif de prétraitement de ses effluents autres que domestiques respectant les charges de rejet de la présente Convention (article 7.1.2).

Ces dispositifs de prétraitement ou d'épuration avant rejet seront conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement, de manière à faire face en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

## ARTICLE 5. CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

L'Etablissement déverse ses effluents dans le réseau public d'assainissement de la collectivité :

	Réseau public Eaux usées
Eaux usées domestiques	x
Eaux usées industrielles	x

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par trois branchements :

- Deux pour les eaux usées domestiques ;
- Un pour les eaux usées industrielles.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- Un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- Une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé.



Les raccordements ont lieu sur un ouvrage dit "regard de branchement" placé sur le domaine public. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement de la collectivité.

Concernant les eaux pluviales de l'Etablissement, elles ne devront pas être dirigées vers le réseau de la commune pour ne pas saturer hydrauliquement la station d'épuration. Elles sont infiltrées sur le terrain de l'établissement.

## **ARTICLE 6. ECHEANCE DE MISE EN CONFORMITE DES REJETS**

Afin de garantir les valeurs limites de rejet indiquées dans la présente convention, la société Florepi va mettre en place sur son site une unité de prétraitement des eaux usées non domestiques. **Le démarrage de la construction sera effectué au plus tard d'ici fin 2016.**

## **ARTICLE 7. PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS**

### **7.1. Eaux usées autres que domestiques**

Les eaux usées autres que domestiques doivent respecter les prescriptions mentionnées dans l'arrêté d'autorisation de déversement susvisé ; à savoir :

#### 1) Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- a) Etre neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5.
- b) Etre ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C
- c) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
  - De porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou de la station d'épuration ;
  - D'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
  - D'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
  - D'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement par adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
  - D'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité et de manière acceptable pour l'environnement.

#### 2) Prescriptions particulières

Avant tout rejet dans le réseau public d'assainissement, les eaux usées industrielles prétraitées, en provenance de l'Etablissement, devront répondre aux prescriptions suivantes :

- I- Avant la construction de la station de pré-traitement : le rejet est autorisé par l'autorisation de rejet temporaire du 06/06/2014.
- II- Après la construction de la station de pré-traitement :
  - a) Débit autorisé : pour un rejet lissé sur 7 jours par semaine

Débit journalier moyen : 40 m3/j  
Débit journalier maximal : 55 m3/j

b) Substances polluantes :

Paramètres	Flux maximum journalier (kg/j)
DCO	120
DBO5	54
MES	20
NTK	5
Phosphore total	2

c) Autres substances :

Respect des prescriptions de l'article 32, chapitre 3 « autres substances » (produits toxiques, métaux lourds, hydrocarbures, ...) de l'arrêté ministériel du 2 Février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

### 7.2. Eaux pluviales

La présente convention ne dispense pas l'Etablissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur.

### 7.3. Eaux domestiques

Le rejet d'eaux usées domestiques est autorisé ; il est effectué par deux conduites séparée des eaux usées industrielles.

### 7.4 Prescriptions particulières

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, ... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement.

## ARTICLE 8. SURVEILLANCE DES REJETS

L'Etablissement effectuera la surveillance de ses rejets dans les conditions qui seront définies par son Arrêté Préfectoral d'Enregistrement. Il tiendra les résultats à la disposition de la Collectivité.

La Collectivité pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité. Les résultats seront communiqués par la Collectivité à l'Etablissement.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les flux maximaux autorisés, ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement sur la base des pièces justificatives produites par la Collectivité.

#### ARTICLE 9. DISPOSITIFS DE MESURE ET DE PRELEVEMENTS

L'Etablissement installera à demeure un canal de comptage équipé d'un déversoir normalisé permettant d'assurer une mesure de débit et des prélèvements.

#### ARTICLE 10. DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs d'alimentation en eau potable de la ville de Guignicourt. Deux compteurs d'eau potable sont installés sur le site :

- 1 pour stockage expéditions (WC) ;
- 1 à l'avant du site

L'Etablissement autorise la Collectivité à visiter ces dispositifs dans les conditions définies à l'article 9.

#### ARTICLE 11. CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement est soumis au paiement de la redevance d'assainissement (dont le tarif est fixé par délibération du conseil syndical).

Etant rappelé que les contributions suivantes sont actuellement acquittées par l'Entreprise auprès de la Collectivité et de l'Agence de l'Eau

		2015	2014
AGENCE DE L'EAU	Modernisation des réseaux	pas reçu	2 612,00 €
AGENCE DE L'EAU	Redevance pour pollution	pas reçu	4 452,59 €
SYNDICAT GUIGNICOURT	Redevance collective	3 688,20 €	3 586,80 €
SYNDICAT GUIGNICOURT	Assainissement	8 605,00 €	8 369,20 €
SYNDICAT GUIGNICOURT	Redevance pour pollution	4 671,72 €	4 543,28 €
SYNDICAT GUIGNICOURT	Redevance prélèvement	786,82 €	765,18 €

#### ARTICLE 12. REVISION DES CONDITIONS DE REMUNERATIONS

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- en cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 14 ;
- en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement ;

- en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de la Collectivité.

### **ARTICLE 13. GARANTIE FINANCIERE**

Sans objet

### **ARTICLE 14. CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON-RESPECT**

En cas de dépassement des valeurs limites fixées par la présente convention, l'Etablissement est tenu de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

En cas d'accident de fabrication susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par la présente convention, l'Etablissement est tenu :

- D'en avertir dans les plus brefs délais la Collectivité,
- De prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité pour une autre solution,
- D'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité.

### **ARTICLE 15. MODIFICATIONS DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT**

En cas de modification de l'arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, la présente convention pourra, le cas échéant, et après renégociation être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant

### **ARTICLE 16. OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE**

La Collectivité, sous réserve du strict respect par l'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention, prend toutes les dispositions pour :

- Accepter les rejets de l'Etablissement dans les limites fixées par l'article 7 de la présente convention,
- Fournir à l'Etablissement, sur sa demande, une copie du rapport annuel du Maire sur le prix et la qualité du service,
- Assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière et à l'arrêté préfectoral d'autorisation de rejet des eaux traitées,
- Informer, dans les meilleurs délais, l'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service.

Une réduction notable d'activité imposée à l'Etablissement ou un dommage subi par une de ses installations en raison d'un dysfonctionnement grave et/ou durable du système d'assainissement peut engager la responsabilité de la Collectivité dans la mesure où le préjudice subi par

L'Etablissement présente un caractère anormal et spécial eu égard aux gênes inhérentes aux opérations de maintenance et d'entretien des ouvrages dudit système.

La Collectivité pourra être amenée à indemniser l'Etablissement dès lors que celui-ci aura démontré le lien de causalité entre le dysfonctionnement et le préjudice subi (à l'exception de conditions météorologiques exceptionnelles : tempête, orages, pluviométrie exceptionnelle, etc..).

#### **19.2. Résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la Collectivité, en cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, 45 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Etablissement jugées insuffisantes,
- Par l'Etablissement, dans un délai de 45 jours après notification à la Collectivité.

La résiliation autorise la Collectivité à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation.

#### **19.3. Dispositions financières**

En cas de résiliation de la présente Convention par la Collectivité ou par l'Etablissement, les sommes dues par celui-ci au titre de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement deviennent immédiatement exigibles.

#### **ARTICLE 17. DUREE**

La présente Convention, subordonnée à l'existence de l'autorisation de déversement, est conclue pour la durée fixée dans cet arrêté d'autorisation. Elle prend effet à la date de notification à l'Etablissement de cet arrêté et s'achève à la date d'expiration dudit arrêté.

6 mois avant l'expiration de l'arrêté d'autorisation de déversement, la Collectivité procédera en liaison avec l'Etablissement, si celui-ci le demande, au réexamen de la présente Convention en vue de son renouvellement et de son adaptation éventuelle.

#### **ARTICLE 18. DELEGATION ET CONTINUE DE SERVICE**

La présente Convention, conclue avec la Collectivité, s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 20, quel que soit le mode d'organisation du service d'assainissement.

#### **ARTICLE 19. JUGEMENT DES CONTESTATIONS**

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

#### **ARTICLE 20. DATE D'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION**

La présente Convention sera applicable dès la réception des travaux de la future station d'épuration.